

CONFLIT DSP DE BOUIRA-SNAPAP

Le bras de fer se poursuit

Encore une fois, les fonctionnaires de la DSP affiliés au Snapap sont montés au créneau en organisant, dimanche dernier, un sit-in devant le siège de la direction.

Rencontrés, avant-hier, sur place en présence du coordinateur de wilaya du Snapap, Athmane Ferrah, ces fonctionnaires sont revenus sur les griefs retenus contre leur directeur dont des harcèlements contre certains fonctionnaires, des mutations et des sanctions abusives.

D'autres accusent le directeur de gérer cette direction comme une propriété privée en s'entourant de certains chefs de service avec qui il a créé un climat malsain.

En outre, et pour faire toute la lumière sur ce qui se passe au niveau de la DSP de Bouira, les fonctionnaires affiliés au Snapap et qui sont, d'après M. Ferrah, 29 sur les 52 que compte la DSP, demandent à leur tutelle l'envoi d'une inspection générale pour enquêter

sur place sur les méthodes de gestion de l'actuel directeur, installé à Bouira depuis près de 18 mois déjà. Pour rappel, le problème au sein de la DSP a éclaté au lendemain du refus du directeur de reconnaître la section syndicale Snapap que M. Athmane Ferrah, en sa qualité de membre du bureau national chargé du contentieux au sein du Snapap et également SG au niveau du bureau de wilaya, venait d'installer. D'après Athmane Ferrah, la section syndicale a été installée selon la réglementation, à savoir avec une AG tenue le 23 mars 2009, tel que stipulé par la loi.

Or, selon le directeur, M. Lamouri, que nous avons rencontré dans son bureau ce dimanche, cette section syndicale n'existe pas pour

la simple raison que l'AG électorale que les fonctionnaires prétendent avoir tenue le 23 mars dernier n'a jamais eu lieu. En outre, et sur la base d'un rapport établi par un de ses collaborateurs qui était parti le représenter à cette AG, le DSP nous dira avoir déposé une plainte contre le bureau de wilaya du Snapap qui aurait falsifié des documents pour installer une section syndicale au niveau de la DSP sur la base d'une AG qui n'a jamais eu lieu.

En tout état de cause, le directeur nous dira qu'à la lumière du verdict de la justice, il appliquera la loi, c'est-à-dire qu'il reconnaîtra la section syndicale au cas où la justice trancherait pour le Snapap et rejettera définitivement cette section dans le cas contraire. Mais en attendant, le directeur se refuse de parler d'une section qui n'existe pas à ses yeux.

Par ailleurs, et sur les autres griefs retenus contre

lui, le DSP nous dira que pendant 39 ans d'une carrière passée dans 7 wilayas, son éducation lui a toujours interdit de traiter un fonctionnaire avec mépris ou de l'insulter. Cependant, et concernant certaines mutations opérées à l'intérieur de sa direction, objet du courroux des fonctionnaires, le directeur dira avoir usé de ses prérogatives et que cela entre dans le cadre des mesures prises pour imposer une certaine discipline dans le travail comme le pointage et la mutation de la secrétaire de la direction vers son poste d'origine comme chef de bureau et ce, afin de protéger la direction contre toute fuite de confidences.

En attendant, le bras de fer se poursuit et les fonctionnaires ont promis de revenir à la charge autant de fois qu'il le faudra et ce, jusqu'à ce que la direction revienne sur ses dernières décisions.

Y.Y.

BILAN BAC 2009 À ALGER

Fraude et fort taux d'absentéisme chez les candidats libres

Les 11 152 candidats inscrits initialement dont 5 930 scolarisés étaient répartis sur 29 centres d'examen dont un réservé pour le bac technique.

Parmi les candidats, il y avait 3 465 filles. Les candidats incarcérés dans le centre pénitentiaire de Serkadji ont subi les épreuves au centre d'El-Harrach. Aussi, un personnel évalué à 2 302 encadreurs a été mobilisé en cette circonstance. En plus de trois observateurs pour chaque centre d'examen.

Le déroulement des épreuves est suivi par M^{me} Assia, la responsable de la scolarité au niveau de l'Académie d'Alger. La cellule mise en place avait pour mission de suivre dans le détail et en «live» toutes les péripéties du déroulement de l'examen. En clair, chaque membre était en relation avec

un groupe de centres d'examen d'où il recevait continuellement les statistiques relatives aux candidats qui y étaient inscrits (présence, absence ou abandon). A cet effet, un logiciel spécifique a été utilisé. Aussi, de ce QG, les membres de ce comité restreint étaient en relation constante avec les centres d'examen grâce à des lignes téléphoniques hot-line.

Ce procédé téléphonique a permis à chaque chef de centre d'entrer en contact dès qu'il décrochait et ce, sans former aucune numérotation afin d'éviter toute coupure de liaison ou d'attente. Concernant la composante de cette cellule, il y avait en plus des employés de l'académie, un représentant de chaque service de sécurité (police, gendarmerie), de la direction de la santé, de la Protection civile. Chez les candidats libres, c'est

plutôt l'agitation et le tumulte favorable à la fraude. Aussi, un postulant ayant subi les épreuves au lycée Rouchay a été exclu et expulsé de l'établissement manu militari par les éléments de la police. Il est signalé que le fort taux d'absentéisme, évalué à plus de 1 500 candidats concernant les candidats libres, a causé certains désagréments. Un fait nouveau sera retenu par ailleurs : dans certaines salles, cinq enseignants surveillaient deux ou trois candidats.

Les copies des candidats ont été acheminées à chaque fin de journée vers le centre de regroupement de l'académie d'Alger-centre. De là, elles sont envoyées sous bonne escorte vers les trois centres de correction que sont les lycées Hassiba-Ben-Bouali, Ibn Haithem et Bouaâmama.

O. K.

GUELMA

L'abattage clandestin prend de l'ampleur

L'abattage clandestin est devenu une pratique courante à travers les nombreux marchés de la wilaya de Guelma.

C'est ainsi qu'une grande quantité de viande provenant de ces abattages est chaque jour écoulée.

En dépit des multiples interventions des services d'hygiène et de contrôle, ce phénomène prend des proportions alarmantes dans les 34 communes de la

wilaya où les points d'abattage s'improvisent à l'intérieur même des écuries. C'est le cas des cités Aïn Defla, Oued El-Maïz, cité des Frères-Rahabi qui se transforment en abattoir et boucherie à ciel ouvert. Aux premières heures de la matinée, des

éleveurs viennent proposer aux bouchers des bêtes «prêtes à emporter» qu'ils égorgent eux-mêmes pour être dépecées sur place, et céder la viande à une clientèle qui se bouscule au portillon.

Les retardataires doivent se contenter de ce qui reste. L'affluence sur ce type «d'écuries clandestines» s'explique par les prix bon marché, par rapport à ceux

de l'abattoir officiel. Dans ces écuries, nous dit-on, la viande est proposée entre 300 et 400 DA le kg, contre plus de 550 DA dans les points de vente «légaux». Dans cette transaction illicite, le consommateur est certes victime, mais aussi complice en s'approvisionnant dans les marchés de fortune ou dans des souks hebdomadaires.

A. Boudeffa

AÏN-BEIDA

L'EPH Zerdani honore ses donateurs de sang

A l'occasion de la journée mondiale des donateurs de sang, l'hôpital Zerdani de Aïn-Beïda a organisé une journée sous le thème «Devenir donneur de sang potentiel». Scindée en deux phases, l'opération a concerné dans la matinée la collecte de sang au niveau du poste de transfusion sanguine et la collecte par clino-mobile au niveau des points de la ville connus par les usagers de cette opération. L'après-midi était réservée à une conférence-débat animée par le Dr Ghoubeche, médecin-chef chargée de la transfusion sanguine, qui, durant son intervention, a mis en exergue l'importance de la collecte de sang. M. Azzoug T., directeur de l'EPH, a, quant à lui, relevé l'évolution du nombre de donateurs de sang qui est passé de 687 en 2007 à 1 087 en 2008, cela grâce au travail de sensibilisation de l'équipe chargée de la transfusion.

Pour ancrer la culture du don de sang, les organisateurs ont invité le Dr Benyerbeh N., spécialiste en sciences islamiques, qui, dans un court prêche, démontra la nécessité de cette opération dans la religion. Vu le cachet que revêt cette journée, les organisateurs ont pris soin d'associer la société civile, le Croissant-Rouge et les Scouts musulmans. Pour la circonstance, le docteur Guessoum, directeur de la DSP d'Oum El-Bouaghi, présent à cette manifestation, en compagnie de M^{me} Saâdi, chargée de la formation, a félicité les auteurs de cette initiative. Au terme de cette rencontre, des cadeaux ont été remis aux donateurs pour leur fidélité.

Moussa Chtatha

POUR VOL DE VÉHICULES

Un escroc arrêté à Annaba

Un dangereux individu versé dans le vol de véhicules a été arrêté dimanche dernier par les éléments de la police judiciaire de l'arrondissement extra-muros de la sûreté de Boukhadra, commune d'El-Bouni, dans la wilaya de Annaba. Le dénommé D. Amor, natif de la commune du Lac des Oiseaux, wilaya d'El-Tarf, repèrait ses victimes au marché hebdomadaire d'automobiles de Sidi Salem (Annaba). En l'espace de quelques semaines, il s'est rendu coupable du vol de deux véhicules, une Renault Mégane et une Clio Classic.

Le subterfuge qu'il utilisait pour s'emparer de ces véhicules était apparemment simple. Se faisant passer pour un éventuel acquéreur, le malfrat mettait en confiance les propriétaires à qui il demandait les clés pour essayer le véhicule. Une fois à l'intérieur de celui-ci, il se volatilise pour ne plus réapparaître. Après une longue attente, et sachant qu'elles ont été flouées, les malheureuses victimes se dirigent vers la sûreté de Boukhadra pour déposer plainte et donner le signalement de l'escroc. Les enquêteurs de la PJ de cette populeuse agglomération à la périphérie de Annaba l'ont coffré dimanche dernier.

Convoquées par les policiers, ses victimes l'ont confondu. L'escroc a été présenté, lundi dernier, devant le procureur du tribunal d'El-Hadjar pour répondre de ses méfaits.

A. B.